

M 04249 - 47 - F: 1,20 €



Bruno Gaudinat, **faucheur volontaire** de champs d'OGM, revient sur son engagement et sa condamnation face à Monsanto. REGARDS PAGE 2



Les **résultats du NPA** au premier tour des élections régionales. PAGES 6, 7 ET 8.



Hommage à **Jean Ferrat**, compagnon de route de la classe ouvrière, décédé le 13 mars à 79 ans. CULTURE PAGE 10

TOU**T** est à nous!

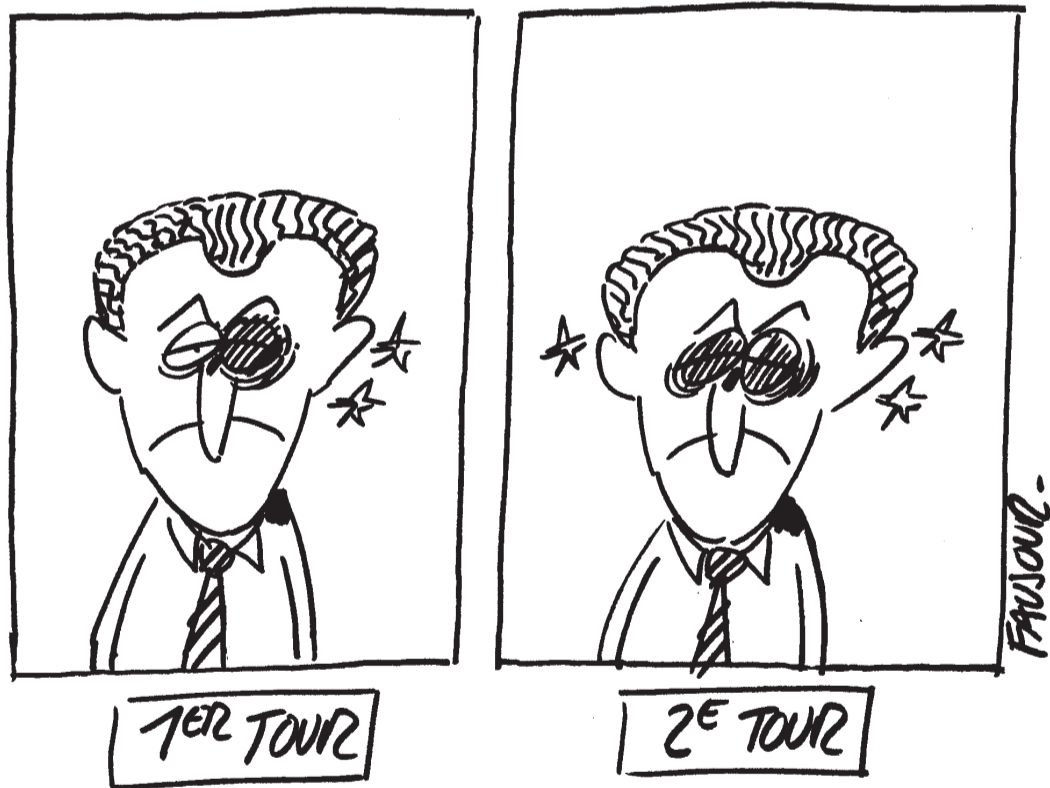
HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

18 MARS 2010 | N°47 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

RÉGIONALES 2010

UNE CLAQUE

RÉGIONALES MODE D'EMPLOI



POUR SARKOZY!

Le résultat est sans appel : la droite au pouvoir a essuyé un échec cuisant et il faut s'en réjouir. Une victoire, même relative, au premier tour des régionales aurait conforté Sarkozy dans la poursuite de sa politique de casse sociale. Le score des européennes (même médiocre au regard de la participation aux votes) avait incité l'équipe au pouvoir à accélérer les mauvais coups. Avec 26% environ des

suffrages exprimés, elle est derrière le Parti socialiste dans quasiment toutes les régions, sans aucune réserve de voix pour le second tour. Même les huit ministres en lice ont été défaits, parfois plus que les autres candidats de l'UMP. Une preuve de plus que, malgré les enjeux régionaux, c'est bien la politique du pouvoir qui a été désavouée. L'impopularité grandissante de ce gouvernement et de son président qui se croyait tout-puissant, explique ce mau-

vais score électoral de l'UMP. Dimanche dernier, une partie de l'électorat a souhaité sanctionner la politique dévastatrice de Sarkozy et Fillon. Aussi l'idée du «tout sauf Sarkozy» a grandi : si on ne peut pas, pour l'instant, arrêter les attaques de la droite dans la rue, on peut la sanctionner dans les urnes. Le vote utile, doublé d'un vote sanction, a fonctionné à plein, plus qu'une adhésion de fond en faveur du Parti socialiste.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3

LE 23 MARS

TOUS EN GRÈVE, TOUS DANS LA RUE!

Malgré les déclarations des pseudo-économistes, il n'y a aucune «fatalité démographique» qui justifierait une casse du système de retraite par répartition. L'argent existe pour maintenir et même augmenter le niveau des pensions tout en conservant la retraite à 60 ans. Reste à faire reculer le gouvernement par notre mobilisation. LIRE PAGE 5

ÉDUCATION

UN MOUVEMENT QUI MONTE, QUI MONTE...



Le mouvement qui avait débuté en février en Seine-Saint-Denis n'a pas été affaibli par les vacances. Le 12 mars, près de 28000 personnes ont manifesté à travers la France pour s'opposer à la casse de l'éducation programmée par le gouvernement. L'intersyndicale de l'académie de Créteil appelle à une nouvelle journée de grève le 18 mars et à amplifier la mobilisation. LIRE PAGE 4

ISRAËL

POLITIQUE COLONIALE

Alors que le gouvernement israélien annonce la construction de nouveaux logements colons à Jérusalem-Est, la diplomatie internationale, notamment américaine, fait mine de s'offusquer. Mais cette «polémique» tient plus d'une volonté de ne pas perdre la face à l'heure de prétendues négociations que d'une inquiétude pour les droits des Palestiniens. En effet, comment être crédible alors que la communauté internationale a laissé se construire des milliers de logements de colons pendant des années ? LIRE PAGE 9



édito

Par **Sandra Demarcq**

BONNE NOUVELLE !

La bonne nouvelle de ces dernières semaines c'est que les résistances, les luttes reviennent haut et fort sur le devant de la scène, s'invitant même dans le débat électoral. L'exaspération est grande contre les politiques du gouvernement et du Medef dont l'unique objectif est de nous faire payer leur crise pour maintenir leurs richesses et un taux de profit acceptable par les actionnaires. Au cours de la seule semaine dernière, plusieurs grèves ont eu lieu, dans les hôpitaux, les crèches publiques, l'Éducation nationale, la justice, contre les suppressions d'emplois, le manque d'effectifs et les réorganisations en tout genre qui mettent à mal les derniers services publics. La colère gronde également dans de nombreuses entreprises privées où les travailleurs se mettent en grève pour leur salaire comme chez Ikea ou Danone, contre les licenciements ou fermetures de boîtes comme chez Total où les salariés refusent la liquidation de la raffinerie de Dunkerque alors que ce groupe pollueur vient d'annoncer plus de 8 milliards de profits. Toutes ces luttes montrent que les salariés du privé comme du public ne sont pas résignés et qu'ils refusent de payer la facture d'une crise dont ils ne sont en rien responsables. Alors il est vrai que ces luttes sont souvent isolées mêmes si elles recueillent la plupart du temps un large soutien de l'opinion. Il y a donc urgence à aider, soutenir, développer de la façon la plus unitaire possible ces résistances et à les faire converger. Il y a urgence à organiser une riposte généralisée, seule capable de faire reculer ce gouvernement et le patronat. Le 23 mars prochain, journée de grève et de manifestations contre les licenciements, la réforme des retraites et pour les salaires, doit être la première étape pour un mouvement d'ensemble !

23 MARS, SPORT, PARIS. Débat organisé par Attac, dans le cadre de son cycle d'histoire sociale sur « *Sport ouvrier, sport populaire et éducation populaire* ». RV à 20 heures au café associatif La Commune, 3 rue d'Aligre, Paris 12^e (M^o Ledru-Rollin).

23 MARS, MANIF NATIONALE, PARIS. Manifestation interprofessionnelle et grève générale sur les retraites, les salaires... Départ à 14 heures de République.

24 MARS, RASSEMBLEMENT, PARIS. Comme tous les ans, Calpa appelle à un rassemblement unitaire devant l'ambassade d'Argentine, 34 ans après le coup d'État militaire qui a mis en place la terrible dictature dans ce pays. RV à 18 h 30, devant l'ambassade d'Argentine, 6 Rue Cimarosa (M^o Boissière).

24 MARS, RETRAITES, POISSY. Réunion-débat organisée par Attac 78 Nord sur le thème « *Et nos retraites ?* », avec projection du film *Châteaux en épargne*. RV à 20h30 salle Robespierre, 2 bd Robespierre.

24 MARS, JOURNÉE DE LA TERRE, BESANÇON. Conférence débat de Pierre Barbancey, grand reporter à *l'Humanité* couvrant Israël, les Territoires palestiniens occupés, le Liban, l'Irak et l'Afghanistan depuis quinze ans. RV à 20 heures, fac de Lettres, amph Donzelot.

27 MARS, FORUM, MONTPELLIER. Le Réseau des enseignants du primaire en résistance organise un forum pour une école publique, laïque et populaire,

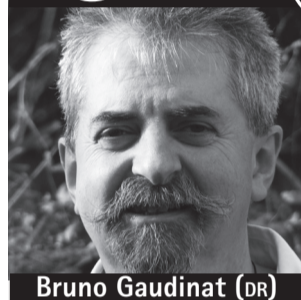
intitulé « *Enfant aujourd'hui, Citoyen demain* », afin d'informer sur les transformations actuelles de l'école, de débattre de son avenir et de discuter des différentes formes de résistance collective. Les cinq débats auront lieu entre 10 heures et 19 heures, à l'espace Chaptal de l'Hôtel de Ville et seront en accès libre.

27 MARS, FESTIVAL FOUTEZ-LEUR LA PAIX, TOULOUSE. La quatrième édition de ce festival antiguerre se tiendra à Toulouse du 27 mars au 8 avril. Soutenu par un large collectif d'organisations, ce seront trois semaines de débats, d'événements culturels, d'espaces de rencontre et d'échange pour contredire les théories manichéennes voulant opposer les populations. Infos : www.foutezleurlapaix.org/

30 MARS, BDS, PARIS. À l'occasion de la Journée de la Terre, symbole de la résistance du peuple palestinien contre l'occupant israélien, à l'heure où les dirigeants israéliens intensifient la colonisation, se livrent à de graves provocations à Jérusalem et maintiennent le blocus inhumain de Gaza, nous demanderons à Mme Alliot-Marie de nous mettre en examen, comme elle en a fait la promesse aux dirigeants israéliens. RV à 18 h 30 devant le ministère de la Justice, place Vendôme.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Bruno Gaudinat (DR)

Propos recueillis par Pierre Vandevoorde

OGM SOUTIEN AUX FAUCHEURS VOLONTAIRES

Bruno Gaudinat, directeur de centres sociaux à Châteauroux, a participé au processus de création du NPA dans l'Indre. Il fait partie des 57 faucheurs volontaires d'OGM qui viennent d'être condamnés par la cour d'appel de Versailles à trois mois de prison avec sursis, 1 000 euros d'amende chacun, plus 14 000 euros à verser solidairement à Monsanto.

Par quel cheminement as-tu rejoint les Faucheurs volontaires ?

Je m'étais porté volontaire en 2003, mais j'ai attendu avant de franchir le pas. En 2007, je trouvais injuste que ce soient toujours les mêmes qui payent. Mes enfants étant majeurs et soutenant ces actions, j'ai rejoint les faucheurs à Poinville (28).

Comment s'est passée l'action à laquelle tu as participé ?

Il faut préciser d'abord que plus de 90% des OGM cultivés sur la planète fabriquent des insecticides ou absorbent des désherbants. Lorsque nous sommes arrivés sur la parcelle d'essai de Monsanto, nous étions attendus par une douzaine de gendarmes. Mais nous étions plus de 60, alors ils n'ont pas pu nous empêcher de neutraliser ce champ qui contaminait l'environnement avec la bénédiction de l'État. Nous nous sommes rendus en tant que « comparants volontaires » à la gendarmerie pour revendiquer nos actes et nous avons été placés en garde à vue. Certains d'entre nous ont refusé le prélèvement ADN et ont commis alors un second délit. Mais l'appel les a relaxés car « *les officiers de police judiciaire les ont soumis à cette mesure de manière irrégulière* ». C'est déjà une première victoire.

Le tribunal de Chartres vous avait relaxés en mai 2008, vous voilà maintenant condamnés. Que s'est-il passé ?

Nous avons été relaxés car nous avons agi pour l'intérêt commun. Nous avons interrompu une contamination avérée de l'environnement. Nous avons été reconnus en « *état de nécessité* », ce qui équivaut à de la légitime défense. La cour d'appel a considéré que l'atteinte à une propriété privée était condamnable, même si celle-ci met en danger l'environnement. C'est comme si on condamnait pour vol quelqu'un qui a retiré le pistolet des mains d'un tireur fou !

Quelles sont les perspectives pour le combat contre les OGM ?

Nous irons le plus loin possible : si la loi a une justification à mes yeux, c'est parce qu'elle doit protéger les plus faibles. Le droit à vivre dans un

environnement sain, à ne pas se faire empoisonner en buvant un verre d'eau ou en mangeant du pain est inscrit dans notre Constitution, c'est un droit universel. Les cultures d'OGM en plein champ sont des atteintes aux libertés de consommer et de produire sans OGM. L'État ferme les yeux en donnant des autorisations sans études sérieuses. Je pense même aujourd'hui qu'il est complice : en 2007, la France était dans l'illégalité vis-à-vis de la réglementation européenne, ce qui ne l'a pas empêchée de faire appel !

La cour de cassation devrait confirmer l'appel de Versailles, et c'est ce que j'attends, car pour saisir la Cour européenne il faut avoir « *épuisé* » tous les recours juridiques au niveau national. En posant cette question à l'Europe nous pourrions vérifier si la protection des citoyens prime sur les intérêts des transnationales.

Avec ce combat contre les OGM cultivés en plein champ sans études sérieuses, il faudra aussi imposer l'étiquetage des produits contenant des OGM. Aujourd'hui, nous n'avons pas le droit de savoir ce que nous achetons ! Nos « *responsables* » considèrent qu'un aliment est bio même s'il contient entre 0,1 et 0,9% d'OGM. C'est comme si le porteur d'un virus extrêmement contagieux crachait dans la soupière et qu'on vous forçait à manger ! Ils nous prennent pour des imbéciles, mais ça commence à se savoir.

De quelle solidarité avez-vous besoin ?

Tout est bon à prendre. L'aide financière, bien sûr, car les amendes à payer, les frais d'avocats sont très importants. Mais nous savons aussi combien la vie est dure : si la crise est déjà finie pour les traders et les banquiers, elle s'aggrave pour les ouvriers et les précaires. Tous les gestes de soutien sont donc les bienvenus : présence auprès des tribunaux, petits messages de soutien, participation aux différentes manifestations organisées tout au long de l'année... tous ces gestes nous donnent de l'énergie. Le combat est loin d'être terminé, car les puissances transnationales tentent d'imposer leurs poisons par tous les moyens. La lutte continue, dans la rue... et dans les champs !

Soutiens à l'ordre de Vigilance OGM 36. 49, allée de l'Hippodrome 36000 Chateauroux.



PHOTO THÉQUE ROUGE (BABAR)



À LA GAUCHE DU PS LE VOTE FRONT DE GAUCHE ET EUROPE ÉCOLOGIE

Avec ce premier tour des élections régionales, Europe Écologie s'installe comme deuxième force politique de gauche et le Front de gauche parvient à enrayer le déclin du PCF.



RÉGIONALES

SUITE DE LA PAGE 1

Ainsi, le PS rafle la mise et, dans une moindre mesure, Europe Écologie qui réussit moins bien qu'en juin 2009, obtient autour de 12% des voix. Les aspirations écologistes légitimes de la population expliquent ce résultat, même si Europe Écologie n'incarne en rien un parti « anti-système », différent de la gauche institutionnelle aux manettes dans les régions.

Et si beaucoup pensent, dans ce pays, que les élections ne changent rien, ils n'ont pas fait payer au PS et à ses alliés la gestion, en réalité libérale, des régions et ce, d'autant que le PS s'est bien attaché à ne pas mener de campagne électorale. Sa posture étant uniquement celle d'un parti gestionnaire qui sait bien tenir les cordons de la bourse!

Pour marquer son ras-le-bol, il a paru plus « utile » alors de saisir un bulletin PS, voire EÉ. Le type même de scrutin (absence de proportionnelle, donc peu de chances de faire élire des représentants de partis politiques plus petits et non présents dans les institutions) amplifie le phénomène. Mais ce qui marque à nouveau cette élection, c'est évidemment l'abstention massive (autour de 54%, un chiffre jamais atteint aux régionales). Que révèle-t-elle? Elle confirme un désamour profond et durable entre une grande partie de la population, la classe politique et ses institutions. À quoi sert de voter si on ne voit jamais d'amélioration dans son quotidien? Certes, tous les partis sont concernés et ont été touchés par l'abstention. C'est pourtant encore et toujours parmi les classes populaires, au sein de la jeunesse que l'on s'abstient le plus. C'est-à-dire ceux et celles pour qui la note de la crise est particulièrement salée. Ce mouvement abstentionniste semble profond et risque d'être durable. La crise actuelle avec ses conséquences sociales désastreuses ne peut qu'approfondir la tendance. Dans ce contexte, comment s'étonner du score du Front national. Si ce « retour » du FN a de quoi inquiéter, ce n'est malheureusement pas une surprise. Si les frontistes ont repris du poil de la bête (immonde), ils le doivent en partie à l'UMP avec son débat glauque et nauséabond autour de l'identité nationale et sa désignation haineuse de boucs émissaires que l'on va toujours chercher, en période de crise, du côté des immigrés, des sans-papiers et des jeunes des quartiers, et non pas des capitalistes fauteurs de crise. Au-delà des élections, il est urgent et nécessaire de reconstruire un front antifasciste et antiraciste large. Pour la suite, même si on ne se fait aucune illusion sur l'alliance électorale de type gauche plurielle qui se dessine aujourd'hui entre le PS, Europe Écologie et le Front de gauche, et même si la défaite de la droite dimanche 21 mars est quasi annoncée, il faut qu'elle soit la plus cinglante possible: le NPA appelle donc à battre la droite et l'extrême droite dans toutes les régions. À nous de convaincre maintenant que cela ne sera pas suffisant et que les prochains rendez-vous devront être sociaux et dans la rue.

Myriam Martin

16 mars. Un discours déjà entendu en 2004 quand le PCF, allié du PS, prenait la direction d'une écrasante majorité de régions et qui ne s'est pas traduit dans les faits.

Le Front de gauche est confronté à d'épineuses questions. Celle du leadership entre Jean-Luc Mélenchon et les dirigeants communistes avec une concurrence qui ira crescendo en avançant vers les présidentielles. Celle des rapports avec le PS, tant le risque est fort de décevoir les espoirs populaires dans un gouvernement d'union de la gauche relooké. Malgré tout, nous sommes prêts à la fois à poursuivre le débat avec le Front de gauche sur les perspectives politiques et à agir ensemble pour bloquer la politique de Sarkozy tout de suite, et d'abord en œuvrant au succès de la mobilisation pour la défense des retraites.

Fred Borrás

Si la poussée du PS est manifeste, ce n'est pas le seul enseignement des régionales pour la gauche. En accordant 12,47% des suffrages à Europe Écologie et 6,95% au Front de gauche présent dans dix-sept régions (dont trois en alliance avec le NPA), électrices et électeurs de gauche ont voulu marquer leur préoccupation écologistes et sociales à des socialistes sourds à ces aspirations. Même si son score est inférieur à celui obtenu aux européennes, le rassemblement Europe Écologie s'installe au plan électoral comme la seconde force politique à gauche. Les raisons de ce succès sont multiples. Au premier plan, des préoccupations écologistes fortes dans la population, liées pour l'essentiel à l'inquiétude sur l'avenir de l'humanité du fait de la crise climatique. Même si le programme des Verts et de leurs

alliés ne porte pas une réponse à la hauteur des enjeux ce qui supposerait de rompre avec le modèle de production capitaliste, il n'en demeure pas moins qu'ils incarnent l'écologie plus que quiconque. Les écologistes captent en même temps une aspiration au renouvellement de la classe politique même si cela ne correspond pas à la réalité car les principaux responsables de ce courant politique sont largement mouillés dans le jeu institutionnel, en alliance avec le PS, dans les conseils régionaux sortants et au gouvernement entre 1997 et 2002. Du côté du Front de gauche, le résultat est plutôt bon dans le contexte. Il est difficile de comparer d'une élection à l'autre car en 2004, le PCF a présenté des listes indépendantes dans sept régions alors que le Front de gauche était présent cette fois dans dix-sept d'entre elles. Mais pour prendre deux exemples com-

parables, le PCF perd en pourcentage en Île-de-France, en Auvergne et en Limousin (ici malgré une alliance large allant jusqu'au NPA) et gagne des points en Aquitaine. Aux régionales, le Front de gauche enregistre une moyenne de 6,95% contre 6,45% aux européennes mais avec des résultats très contrastés et des pointes dans les bastions traditionnels PCF. Le fait est qu'en choisissant l'alliance avec le Parti de gauche, le PCF, lors de ces deux élections, a enrayer son déclin continu entamé dans les années 1980 sans pouvoir toutefois inverser la courbe et rencontrer une dynamique nette. «(Les élus (du Front de gauche) agiront sans trêve pour que les régions soient des boucliers face à la politique antisociale du pouvoir et des lieux d'innovation pour des politiques alternatives au libéralisme» indiquait l'éditorialiste de l'Humanité, le

et aussi

GUYANE: UNE GAUCHE DE GAUCHE CONTRE SARKOZY. La droite guyanaise se sent très forte pour ces régionales. Après les référendums du mois de janvier qui ont validé le projet institutionnel concocté par l'Élysée, avec une très forte abstention, le candidat adoubé par Sarkozy, Rodolphe Alexandre, ancien membre du Parti socialiste guyanais, avait pour slogan: «Un jour, un tour». Mais la population l'a obligé à un second tour, avec un vote d'environ 40% pour la liste UMP. À gauche les Guyanais ont choisi une gauche de combat, favorable à plus d'autonomie, pour s'opposer aux notables de l'UMP. C'est en effet la liste emmenée par Christiane Taubira et Fabien Canavy, issue d'une alliance entre le mouvement Walwari et le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) qui est arrivée en tête des listes de gauche. La liste «2 ans, un Marathon pour bâtir» était sans nul doute la plus marquée à gauche, et elle a obtenu 23% des voix. Les autres listes n'ont pas dépassé 10%, notamment le Parti socialiste guyanais qui gère la région depuis dix-huit ans.

Dans ce contexte de forte polarisation, les militants du NPA appellent à faire barrage à la droite et à soutenir l'espoir porté par la candidature de Taubira et de ses colistiers.

MASSY: BIDONVILLE INCENDIÉ, RROMS CHASSÉS. Lundi 8 mars, à la suite de l'intrusion hostile de personnes étrangères au campement et dans l'indifférence de la police municipale présente sur les lieux, un incendie a détruit aux deux tiers le bidonville abritant, depuis plus d'un an, 350 Rroms expulsés d'un autre campement. Une mobilisation des Rroms et de l'Association de solidarité a contraint la mairie de Massy à ouvrir un gymnase pour héberger ces familles. La seule réponse des autorités a été l'envoi d'une délégation de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) pour inciter les Rroms à retourner en Roumanie. Opération couronnée de succès. Profitant de l'occasion, la municipalité (de droite) a fait raser le bidonville. Ces populations, démunies de tout, pourtant européennes, mais quasiment sans droits, sont victimes et du

racisme ambiant et de l'indifférence des autorités qui ne rêvent que de s'en débarrasser. Celles qui vivent dans les autres campements de la région parisienne restent sous la menace d'une expulsion.

COUPABLE DE CRIME DE LÈSE-HÉTÉRO. Le 3 mars, à Béziers (Hérault), une jeune femme qui se faisait raccompagner par des connaissances a été violée et torturée après leur avoir annoncé son homosexualité. Aujourd'hui, la lesbophobie est de plus en plus répandue et suscite des réactions parfois violentes. Sous-citoyennes, les lesbiennes n'ont accès ni au mariage, ni à l'adoption, ni à la procréation assistée. Non seulement le gouvernement ne fait rien pour que cela change, mais les ministres Chatel et Morano se sont même opposés à la projection dans les écoles primaires du film *Le Baiser de la lune*, dont l'objectif était de sensibiliser les enfants à l'homophobie. Pourtant aussi longtemps que seule l'hétérosexualité sera considérée comme normale dans la société, l'homophobie continuera de tuer.



AP-HP NON AUX SUPPRESSIONS DE POSTES

Le 12 mars, les personnels occupaient le siège de l'AP-HP contre la restructuration.

APRÈS de nombreuses mobilisations organisées dans des hôpitaux tels que Jean-Verdier, Trousseau... des membres de l'intersyndicale (CGT, SUD, FO, CFDT) ont occupé le siège de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), avenue Victoria, pendant 24 heures. Les personnels (soignants, services techniques, administratifs) excédés par la rapidité et la gravité du processus, se sont réunis devant le siège, vendredi 12 mars, pour soutenir les délégués syndicaux mais aussi pour rendre visible cette grogne. La mobilisation a eu un grand succès par le nombre de personnels présents. De nombreux médias et des personnalités politiques ont participé à cette journée, rendant l'action encore plus visible. Certains partis politiques ont été sifflés, particulièrement le Parti socialiste, Le Guen membre du PS et représentant du conseil d'administration de l'AP-HP ayant été signataire du plan de restructuration en janvier. Aujourd'hui avec Bertrand Delanoë, ils essaient de montrer patte blanche en participant à certains collectifs contre la fermeture d'hôpitaux. Mais le mal est fait!

Les médecins non représentés lors de cette journée se joignent aux refus du projet qu'ils considèrent comme néfaste pour l'hôpital public en Île-de-France.

Après des négociations jusque tard dans la nuit, le plan de restructuration a été suspendu.

L'intersyndicale dénonce depuis plusieurs mois cette réorganisation des hôpitaux de Paris, qui s'accompagne de suppressions d'emploi et bien sûr d'une dégradation de l'accès et de la qualité des soins.

L'AP-HP passerait ainsi de 37 hôpitaux à 12 groupements d'hôpitaux avec, d'ici 2012, au moins 3 000 à 4 000 emplois supprimés. Cette restructuration est une des conséquences directes de l'application de la loi Bachelot dont le but précis est d'accélérer, à Paris, la destruction du service public hospitalier déjà bien entamé dans d'autres régions.

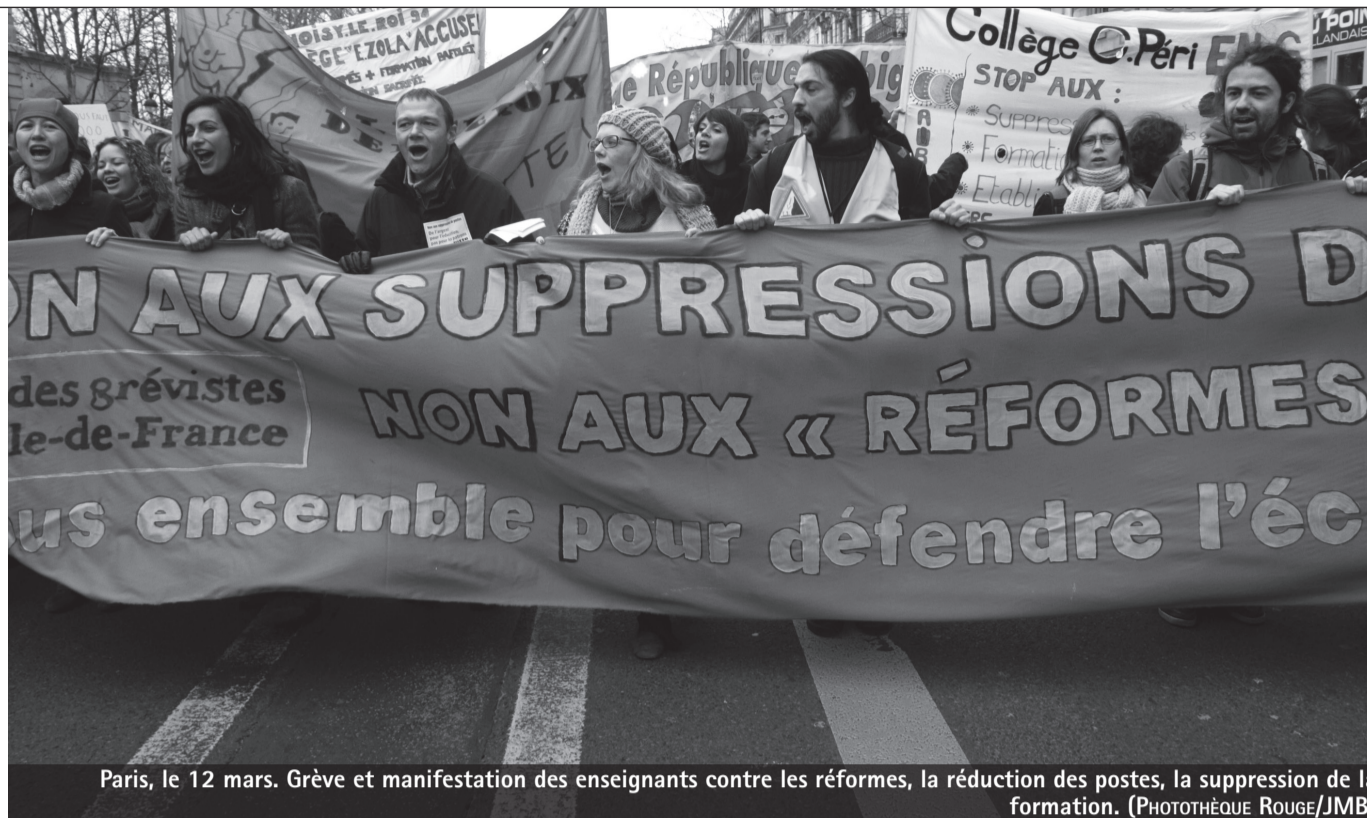
Des hôpitaux d'excellence, notamment dans la recherche, mais aussi des spécialités entières vont disparaître, comme la pédiatrie avec la fermeture de Trousseau ou la pédopsychiatrie à Bichat. Et réduire ainsi l'offre de soins du bassin est-parisien et de sa couronne.

Une nouvelle discussion est prévue le 15 mars, mais rien n'est joué, les syndicats appelant à maintenir la pression dans chacun des hôpitaux jusqu'à l'obtention de l'arrêt complet du plan de restructuration. La lutte continue!

Nsuni Met



(NM)



Paris, le 12 mars. Grève et manifestation des enseignants contre les réformes, la réduction des postes, la suppression de la formation. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

ÉDUCATION UN MOUVEMENT QUI MONTE, QUI MONTE, QUI MONTE...

La mobilisation du 12 mars a rassemblé professeurs, lycéens et parents d'élèves contre la réforme de l'enseignement. De nouveaux rendez-vous sont donnés pour les 16 et 18 mars.



Les vacances n'ont pas éteint la détermination des grévistes de l'éducation, bien au contraire! Partie de Seine-Saint-Denis, la mobilisation contre les suppressions de postes et la casse du service public d'éducation s'était rapidement étendue en février - grâce «aux grèves marchantes» - à l'académie de Créteil puis à l'ensemble de la région parisienne. Pendant les vacances de la zone C, d'autres académies avaient pris le relais en particulier, celle d'Aix-Marseille. La grève nationale du 12 mars, à l'appel de l'assemblée générale (AG) des grévistes d'Île-de-France et de l'intersyndicale du second degré, peut être considérée comme un test réussi: 40% de grévistes en lycée, 50% en collège, selon les sources syndicales. 28 000 personnes, environ, ont défilé dans une trentaine de villes, dont 2 000 à Bordeaux, 2 500 à Lyon, 3 000 à Marseille et 10 000 à Paris, soit deux fois plus qu'avant les vacances. Les principales

fédérations de lycéens étaient aussi présentes dans le cortège, de même que de nombreux professeurs des écoles de Seine-Saint-Denis (40 à 60% de grévistes dans les villes limitrophes de Paris), des universitaires, des étudiants et enseignants des Instituts de formation des maîtres (IUFM), condamnés à disparaître, et des parents, de plus en plus nombreux à réclamer en justice un «droit aux cours». Un succès donc, qui donne tort aux sceptiques qui prédisaient un essoufflement de la mobilisation pendant les vacances!

L'extension du mouvement et la détermination des grévistes, à la mesure de l'ampleur du ras-le-bol et des attaques contre le service public d'éducation¹, ont sans doute été alimentés par les récentes déclarations de Luc Chatel sur le recrutement «de jeunes retraités et d'étudiants pour remplacer les enseignants absents» et sur le passage du bac pro en contrôle continu. À la provocation, le ministère a ajouté la surdité et le mépris

puisqu'il n'a pas voulu recevoir les représentants de l'AG des grévistes lors de son entrevue avec les syndicats, après la manifestation.

Alors que le mouvement se consolide en Île-de-France, tendant à une plus grande convergence «de la maternelle à l'Université», et qu'il s'étend géographiquement dans les autres académies, l'intersyndicale a appelé samedi à «amplifier la mobilisation», sans parvenir à un accord sur une nouvelle journée nationale de grève ou de manifestations, dans la semaine du 15 au 21! À l'exception de SUD Éducation qui soutient la reconduction au niveau national, seules des sections locales devraient appeler le 18, en particulier l'intersyndicale de l'académie de Créteil. Dans la perspective de la journée interprofessionnelle du 23 mars pour «l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics et les retraites», certains craignent en effet une démobilité des enseignants. Or, ces derniers dénoncent depuis longtemps les

journées ponctuelles de grève et le mouvement a au contraire besoin de perspectives à court terme, qui permettent une articulation avec le 23 et une montée en puissance: c'est pourquoi l'AG Île-de-France a appelé au soir du 12 mars à une journée de grève et de mobilisation, le mardi 16 et à des manifestations dans toute la France, le jeudi 18². Espérons que cette erreur d'analyse de la part des syndicats qui, jusqu'ici, avaient suivi et soutenu le mouvement issu de la base, ne soit pas l'amorce d'un divorce et le retour du scepticisme. Des annonces de début de semaine pourraient encore changer la donne. Le succès du mouvement repose sur l'engagement de tous. Pour gagner, essayons l'optimisme!

Anne Lafran

1. Voir *Tout est à nous!* n°46, p. 4.
2. <http://ag.idf.free.fr/>

et aussi

DECAZEVILLE, UNE BATAILLE GAGNÉE CONTRE L'ARH. Mardi 9 mars, la commission exécutive de l'Agence régionale d'hospitalisation (ARH) de Midi-Pyrénées, a rendu un avis favorable pour le maintien du financement de l'unité de soins continus de l'hôpital de Decazeville (réanimation) pour deux ans, et ce grâce aux 200 personnes du bassin de Decazeville qui ont assiégé les locaux de l'ARH lors de cette commission, et à la mobilisation de la population qui s'est rassemblée à plus de 3 000, le 10 février, devant l'hôpital. On a gagné une bataille, mais pas la guerre car les services de maternité et de chirurgie sont toujours menacés de fermeture en 2011. Sur ce point l'ARH ne veut rien lâcher, mais nous non plus!

Au-delà de la lutte locale, une responsabilité nous incombe, nous devons participer à créer une convergence nationale des luttes pour la défense hôpitaux de proximité, Decazeville, Carhaix, Valréas, Bapaume, Saint-Affrique, etc. et tous ensemble faire entendre que notre santé n'est pas une marchandise.

LES GÉNÉRALISTES EN COLÈRE. De nombreux médecins généralistes ont fermé leur cabinet le 11 mars. Cela montre le malaise de la médecine de ville. Difficultés de prise en charge de patients fragilisés par la crise. Contraintes administratives et protocoles qui visent d'abord les économies, pour mieux préparer le transfert de la médecine de ville vers les assurances et les mutuelles. Campagnes et banlieues qui se désertifient. Les syndicats médicaux ont choisi de surtout mettre en avant la consultation à 23 euros, comme celle des spécialistes. Pas à la hauteur de l'enjeu pour le Syndicat de la médecine générale, le SMG, qui souhaite tisser un front commun entre médecins, usagers, et syndicats. Pour défendre l'accès égal pour tous et partout, il faut une formation médicale continue indépendante des laboratoires pharmaceutiques et une pratique qui rompe avec le paiement à l'acte pour favoriser la coordination des soins et la prévention, dans des maisons médicales qui ne seraient pas de simples bouche-trous de la destruction des hôpitaux de proximité.

NUIT BLANCHE DE RÉSISTANCE. Sarkozy avait annoncé qu'il inaugurerait le 10 mars, la première des 22 unités hospitalières spécialement aménagées pour des détenus, à l'hôpital psychiatrique Le Vinatier à Lyon. Il lui fallait saupoudrer d'humanité sa politique de la peur du fou qui se traduit par un discours et une loi sécuritaire, à chaque fait divers. Mais une résistance unitaire a pris forme (CGT, Appel des appels, Solidaires, PCF, Front de gauche, NPA, CNT...) qui a construit cette soirée. Une résistance pour dénoncer ces emprisonnements à tout va qui criminalisent tous les malades, même celui qui vole pour manger, et au tournant que prend la psychiatrie: la construction de l'UHSA avec ses murs de huit mètres de haut, cache la réduction de moyens sur l'extra-muros, le regroupement des centres médico-psychiatriques, et des secteurs pour faire des économies, la baisse des moyens dictée par la loi Bachelot. Plus de 250 personnes de 19 heures à 1 h 30 du matin dans une ambiance conviviale... ce soir-là, à l'hôpital on a recommencé à réfléchir ensemble et on s'apprête à accueillir Sarko, s'il vient.



Nos emplois, pas leurs profits!

M-REAL: SUCCÈS DE LA MARCHÉ POUR L'EMPLOI. Le 15 mars, nous étions près de 500 à répondre à l'appel des M-real. Beaucoup de M-real, très remontés après une grève totale de 24 heures, mais avec pour la première fois des « administratifs », des anciens de l'usine et des délégations de Sealynx, Fonderie du Manoir, Renault Cléon... Suivaient les partis, 120 personnes dans le cortège du PCF, puis le PS et ses élus, une poignée de drapeaux Verts, enfin le NPA à environ 70, qui, avec son slogan pour la restitution des subventions par les patrons, a fait entendre sa différence dans un cortège marqué par l'unanimité autour du slogan « Chez M-real, comme ailleurs, interdisons les licenciements ». En conclusion, un discours combatif de Thierry Philippot au nom de l'intersyndicale CGT-CGC: « Ce qui nous manque, c'est la coordination des luttes [...]. Il nous faut une marche nationale pour l'emploi, pour exiger l'arrêt du baratin sur la réindustrialisation, l'arrêt des plans de licenciement partout, pour exiger que l'État prenne ses responsabilités, reprenne

les entreprises dont les actionnaires ne veulent pas, les exproprie et donne aux salariés les moyens de continuer la production par eux-mêmes! [...] Nous voulons le redémarrage de l'unité de production de pâte à papier, nous défendons nos solutions alternatives comme la production d'électricité verte et de bioéthanol! »

DES MIETTES POUR LES MARBOT-BATA. Un ultime plan social a été proposé aux salariés de Marbot-Bata: préretraites pour les salariés remplissant les conditions d'âge, congé de conversion de neuf mois pour les autres. En sortant, tous les salariés pleuraient. Comme l'a expliqué Annette Royez: « pour la direction, ce plan ne leur a vraiment pas coûté cher, c'est l'État qui paye ou alors les AGF! » Les salariés de Marbot-Bata vont entreprendre une action judiciaire devant le conseil des prud'hommes afin d'obtenir de véritables offres de reclassement pour les salariés licenciés. Ils doivent gagner.

De l'argent, il y en a!

L'an dernier, la crise avait provoqué une chute du nombre de milliardaires en dollars, à 793 contre 1 125 l'année précédente – un record historique. Mais la crise était provisoire et selon le magazine *Forbes*, les riches ont repris du poil de la bête puisque l'on compte désormais 1 011 milliardaires. Ce sursaut est sans doute dû aux licenciements qui font des ravages dans le monde, à la précarité qui devient la norme mais aussi à la spéculation financière relancée de plus belle grâce notamment aux aides des États. En Europe, Bernard Arnault détient la palme avec plus de 27 milliards de dollars.

LITHORADE NOS VIES VALENT PLUS QUE LES PROFITS!

AOÛT 2009, les salariés d'Arvato Digital Service, à Forbach (Moselle), apprennent que leur société vend son secteur imprimerie et son personnel hautement qualifié à un groupe hollandais, Lithorade, pour un « partenariat sur le long terme » selon les mots de S. Deutschmann, le PDG. Arvato est plus connue sous le nom de Sonopress Bertelsmann, spécialisée dans la fabrication de CD audio dont le client unique est Sony/BMG. L'atelier injection et emballage n'est pas vendu... ce n'est donc qu'une petite partie des locaux et 48 salariés qui sont bradés à Lithorade en septembre dernier pour 1 euro. Les PDG avaient alors déclaré souhaiter « élargir [leur] clientèle tout en garantissant une flexibilité maximale »...

Depuis le 21 janvier 2010, la moitié des salariés de Lithorade était menacée de licenciement! Après beaucoup de promesses de primes, début février, l'entreprise dépose le bilan et les laisse tous sur le carreau. Dans le même temps Arvato, du groupe Bertelsmann, décroche pour l'été un contrat avec le géant de la musique Universal.

Patrice Wurtz, salarié de Lithorade et auparavant de Bertelsmann, explique: « Nous avons de bonnes raisons de penser qu'il y a bien eu un arrangement entre ces grands patrons: Sonopress vend 48 salariés à Lithorade qui nous vire. Le nom de Sonopress Bertelsmann n'est pas cité, tout le monde s'y retrouve sauf, une fois de plus, les ouvriers. Résultat, 48 salariés vont être mis à la porte et Sony/BMG et Universal vont se partager tout le marché du CD audio. À ce jour, nous n'avons toujours pas reçu notre salaire. Comme lot de consolation, nous aurons moins de 2000 euros pour une ancienneté de sept ans! Bertelsmann réalise un coup de maître en achevant 48 salariés sans tenir compte de leur dignité. » Comble de l'histoire, Arvato Digital Services a entamé une procédure en justice pour réclamer 800 euros aux salariés de Lithorade qui ont bloqué les locaux de Bertelsmann pendant une semaine! L'avocat d'Arvato a même insinué que les salariés avaient mis en danger l'emploi de leurs anciens collègues. Aujourd'hui, les salariés ont l'impression « d'être complètement abandonnés » et broyés par une logique libérale « où tout est permis ». Mais ils ne vont pas en rester là. C'est à la boîte-mère Bertelsmann qu'ils vont d'adresser pour se faire payer...

Lors de son installation en 2001, Bertelsmann a reçu des subventions à hauteur de 360 000 euros dont près de 150 000 de la part du conseil régional. Pourtant, la majorité actuelle PS-PC-Verts ne s'est en rien engagée à récupérer l'agent public versé et protéger les salariés. Pour maintenir les emplois, la solution ce n'est pas les subventions publiques aux entreprises privées.

Ce qui se passe aujourd'hui chez Lithorade, c'est ce qui se produit dans toutes ces boîtes qui licencient, ce que subissent les salariés à qui l'ont vu faire payer la crise. Face à cette situation, la solution est l'interdiction des licenciements que les travailleurs peuvent imposer par leur mobilisation. Il faut prendre sur les profits pour maintenir les emplois.

Hélène Hebenstreit



LE 23 MARS, TOUS EN GRÈVE, TOUS DANS LA RUE.

Pas de moratoire sur les retraites, a annoncé le gouvernement. Pour s'opposer à la destruction du système par répartition, les syndicats appellent à une journée de mobilisation le 23 mars. Faisons en sorte qu'elle soit massive.

arkozy et Fillon l'ont dit et redit: le résultat des élections régionales n'influencera pas les décisions gouvernementales prévues. C'est en premier lieu le dossier des retraites qui va être mis sur la table avec un projet de loi présenté au gouvernement cet été, et un vote au Parlement, en septembre. Notre système de retraite est fondé sur la répartition, c'est-à-dire la solidarité entre générations, la prolongation du salaire, hors de toute capitalisation. En 1983, la gauche applique certaines de ses promesses: retraite à 60 ans, taux de pension passant de 40 à 50% du salaire et calculée sur les dix meilleures années. C'est le *Livre Blanc* de Rocard en 1985, mettant en avant le péril démographique et le déficit croissant, qui va fonder les contre-réformes réalisées jusqu'à aujourd'hui. Dès lors,

l'entreprise de démolition s'accélère: passage à 40 annuités pour le privé, prise en compte des 25 meilleures années, indexation des pensions sur les prix (Balladur 1993), création de la CRDS puis CSG, alignement du public sur le privé. Seule la grande mobilisation de 1995 retarde la liquidation des régimes spéciaux.

Ce sont les mêmes arguments qui reviennent aujourd'hui: catastrophisme démographique et déficit insupportable. Mais l'insupportable, c'est le million de retraités sous le seuil de pauvreté et la moitié qui survit avec une pension inférieure à 1000 euros. L'insupportable ce sont les trois quarts des femmes qui ne touchent que le minimum vieillesse (678 euros), avec des pensions inférieures de 40% à celles des hommes. Les mesures envisagées par le gouvernement ne s'attaqueront pas à ces scandales. Au

contraire! Reporter l'âge de départ légal en retraite, augmenter le nombre d'années de cotisation nécessaires alors que les deux tiers des salariés ne sont plus au travail à 60 ans et avec 5 millions de chômeurs, sont des escroqueries. Mais l'objectif n'est pas là. Ils veulent faire payer aux retraités « leur crise » en diminuant encore les pensions tout en s'attaquant aux fondements du système, la répartition. Par l'introduction dans le régime obligatoire d'un mécanisme par « points » ou « notionnel » dans lesquels la pension dépend de la situation économique et de l'espérance de vie. Et en favorisant la capitalisation: les salariés qui en ont les moyens pourront prendre des assurances pour éviter la misère des retraites de base.

La déferlante de publicité pour les assurances vieillesse privées montre l'intérêt des assureurs pour l'affaiblisse-

ment de notre système de retraite.

Pourtant, les moyens pour financer les retraites existent, mais il s'agit d'un choix de société. Inutile de convoquer des dizaines d'experts en démographie, sociologie ou économie. Face au déficit de la branche vieillesse de la Sécu (8 milliards d'euros), délibérément organisé par les gouvernements de droite et de gauche depuis trente ans, il y a des solutions car dans le même temps, la part des salaires dans la répartition des richesses a diminué de 10%.

Voilà ce qu'il faut changer. Une augmentation de 300 euros pour tous les salariés représente 31 milliards d'euros pour les retraites, 100 000 chômeurs de moins c'est 1,3 milliard de cotisations et 1% de cotisation patronale sur l'ensemble du salaire rapporterait 4,9 milliards. Avec l'augmentation des salaires directs et socialisés et la création d'emplois, nos revendications concernant les retraites peuvent être satisfaites. Face à de tels enjeux, la mobilisation de tous est indispensable. Pourtant, tout en étant incomplète (CGT-CFDT-UNSA-FSU-CGC-Solidaires), l'alliance des organisations syndicales est des plus discrète sur les revendications et peu offensive sur les modalités d'actions.

La première mobilisation du 23 mars doit être l'occasion pour toutes et tous de montrer notre volonté de faire reculer le gouvernement. Il faut s'en saisir. Mais cette première journée ne doit pas rester sans lendemain. Partout dans les quartiers, dans les entreprises, il faut susciter des initiatives regroupant organisations syndicales, politiques, associations, toutes celles et tous ceux qui, sur cette question, ne veulent rien lâcher.

Robert Pelletier

TOUS DANS LA RUE LE 23 MARS



RÉSULTATS

DES BILANS À TIRER

Disons-le clairement, les résultats obtenus par le NPA à ces élections régionales ne sont pas bons. La moyenne sur l'ensemble des 21 régions où nous étions présents s'établit à 3,4%. Si on ne tient pas compte des trois régions où le NPA a fait alliance avec le Front de gauche, les résultats s'établissent à 2,85% contre 4,98% de moyenne nationale lors des européennes de 2009. C'est donc un très net affaiblissement. Dans aucune de ces dix-huit régions, nous ne franchissons la barre des 5%, même si avec 4,99% il s'en faut de quelques dizaines de voix en Basse-Normandie. Dans les trois régions où nous faisons liste commune avec le Front de gauche, les résultats sont un peu meilleurs. C'est surtout vrai dans le Limousin avec 13,13% où la liste se maintiendra au second tour suite aux positions inacceptables du PS. En revanche, en Pays de la Loire, pour quelques dizaines de voix là encore, la liste n'atteint pas les 5%, bien loin des scores cumulés des élections européennes.

L'abstention qui s'élève à 53,6% a une nouvelle fois particulièrement touché les quartiers populaires avec des chiffres de participation n'excédant pas les 30% dans de nombreuses villes, parfois moins. Toutefois, lors des élections européennes de 2009, l'abstention avait atteint 59,37%. D'une élection à l'autre et même si les deux scrutins ne sont pas de même nature, il y a donc eu une petite augmentation de la participation de 5,8%. L'abstention ne saurait donc expliquer notre baisse. Sur les dix-huit régions conduites par une tête de liste NPA, nous perdons 258 000 voix, soit 35% des suffrages de juin 2009.

Les études sur la composition et la structuration des électors permettent de tirer de premiers enseignements (voir notamment l'étude du CSA sur son site). À ces élections, les votes en faveur du NPA apparaissent clairement comme issus de l'électorat classique de l'extrême gauche. Dit autrement, c'est surtout parmi les ouvriers et les employés que nous perdons du terrain.

Autre modification majeure par rapport à toutes les précédentes consultations, la forte asymétrie dans le rapport homme/femme de notre électorat. À ces régionales, le ratio s'établit à 65 électeurs pour 35 électrices contre une parité parfaite auparavant. Difficile de ne pas faire le rapprochement avec la présence et la médiatisation d'une candidate voilée sur une liste du NPA.

Mais cette explication, si elle est bien réelle, ne saurait expliquer la faiblesse de nos résultats. Globalement, c'est d'ailleurs l'ensemble des scores à la gauche du PS qui sont décevants, l'extrême gauche en général étant particulièrement touchée. La faiblesse de la mobilisation sociale à cet automne a bien sûr pesé lourd. Fondamentalement, face à la brutalité de la crise, face à la violence de la politique du gouvernement Sarkozy, nous n'avons pas démontré qu'il était utile de voter pour nous.

Le rejet des conséquences de la crise demeure pourtant fort dans ce pays. Face à la droite et sa politique de destruction sociale, il y a urgence à imposer des politiques de rupture, des politiques anticapitalistes et donc indépendantes du Parti socialiste. À nous désormais de trouver les voies pour rendre notre projet audible plus largement.

HAUTE-NORMANDIE

Liste NPA
Christine POUPIN
2,56 %

NORD PAS-DE

Liste NPA
Pascale M...
3 %

BASSE-NORMANDIE

Liste NPA / PG
Christine COULON
4,99 %

PICAR

Liste NPA
Sylvain DES...
3 %

BRETAGNE

Liste NPA / Militants PG /
Objecteurs de croissance
Laurence DE BOUARD
2,49 %

ÎLE-DE-FI

Liste NPA
Olivier BESA...
3,13 %

PAYS DE LA LOIRE

Liste NPA / Alternatifs /
PCF 72 et 85 / PG
Marc GICQUEL (PG)
5 %

CENT

Liste NPA
Michel LAS...
2,60 %

POITOU-CHARENTES

Liste NPA / Alternatifs
Myriam ROSSIGNOL
1,85 %

LIMOU

Liste NPA / Front de gauche
Christian AUD...
13,13 %

AQUITAINE

Liste NPA
Philippe POUTOU
2,52 %

LANGUEDOC-R

Liste NPA / Front de gauche
MPEP / Objecteurs
René REV...
8,59 %

les 2010

DU 1^{er} TOUR

PAS-DE-CALAIS

Liste NPA / PG / Alternatifs
Anthony SMITH
4,87 %

CHAMPAGNE-ARDENNE

Liste NPA / PG / Alternatifs
Anthony SMITH
4,87 %

LORRAINE

Liste NPA
Jean-Noël BOUET
2,24 %

ALSACE

Liste NPA
Yvan ZIMMERMANN
1,64 %

BOURGOGNE

Liste NPA / PG / Fase / PCF 89
Sylvie FAYE-PASTOR
4,32 %

ALSACE

Liste NPA
Yvan ZIMMERMANN
1,64 %

FRANCHE-COMTÉ

Liste NPA
Laurence LYONNAIS
3,28 %

AUVERGNE

Liste NPA / AlterÉkolo
Alain LAFFONT
4,19 %

FRANCHE-COMTÉ

Liste NPA
Laurence LYONNAIS
3,28 %

RHÔNE-ALPES

Liste NPA
Myriam COMBET
2,43 %

RHÔNE-ALPES

Liste NPA
Myriam COMBET
2,43 %

MIDI-PYRÉNÉES

Liste NPA / Objecteurs de croissance
Myriam MARTIN
2,89 %

MIDI-PYRÉNÉES

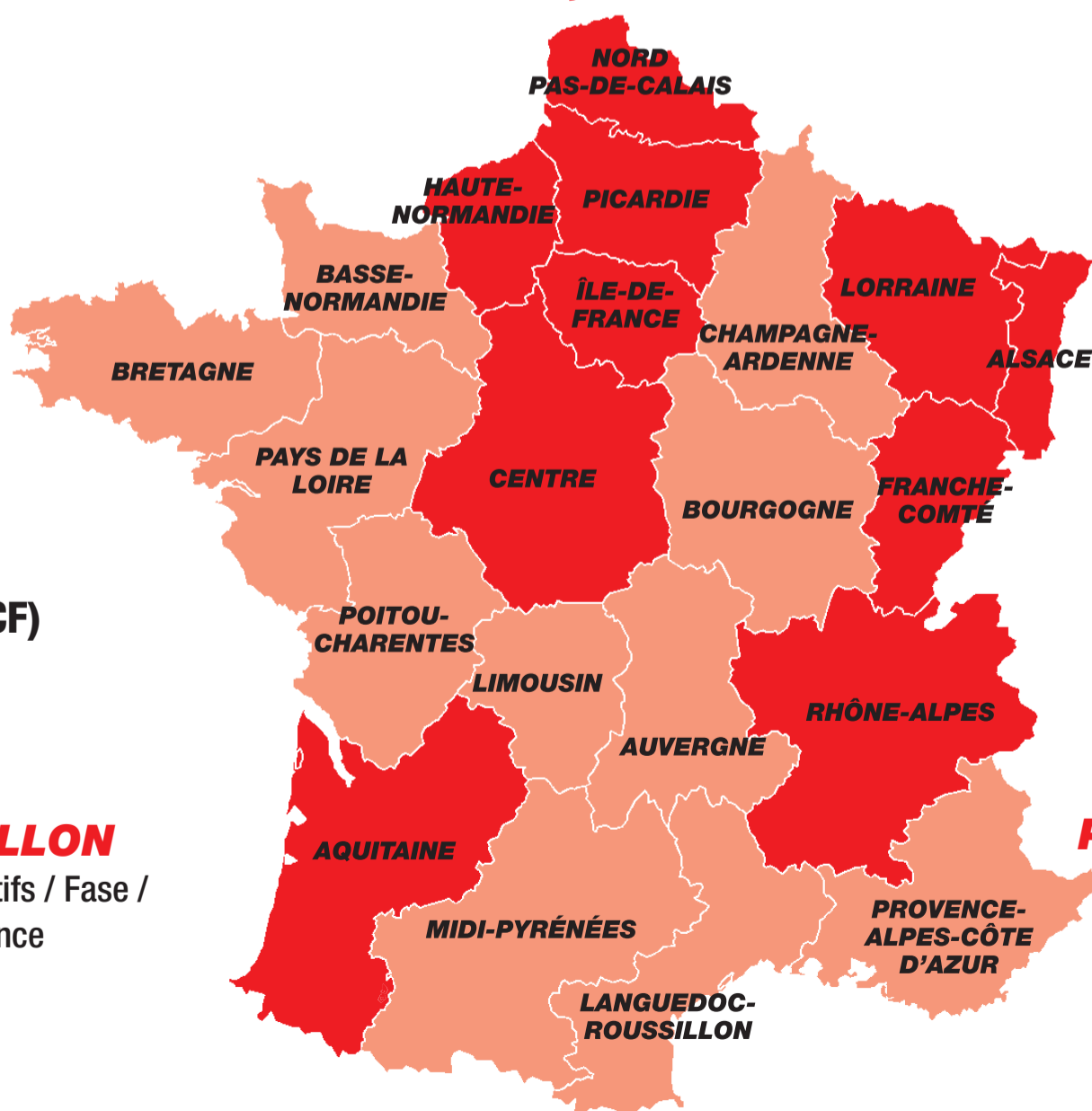
Liste NPA / Objecteurs de croissance
Myriam MARTIN
2,89 %

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Liste NPA / Alternatifs / Fase / Objecteurs de croissance
Pierre GODARD
2,11 %

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Liste NPA / Alternatifs
Pierre GODARD
2,11 %



LIMOUSIN

LA LISTE D'ALLIANCE « Limousin terre de gauche » PCF-PG-NPA conduite par Christian Audouin (PCF) a obtenu 13,13% des voix au premier tour des régionales. C'est le fruit d'un travail commun à la fois sur le programme mais également sur le respect de la diversité des composantes politiques de la liste. Une fois l'accord conclu entre les différentes formations, et ce avec des rebondissements et quelques réunions tardives, c'est une véritable campagne commune qui s'est déroulée, de manière assez traditionnelle avec de très nombreuses réunions dans l'ensemble des communes des départements de Creuse, Corrèze et Haute-Vienne, trois meetings régionaux (Tulle, Guéret, Limoges) et de multiples distributions de tracts sur les marchés et les lieux de travail. Pendant cette campagne, la liste a également accompagné les nombreuses luttes, en particulier dans l'Éducation nationale et pour la défense de l'hôpital public. Le PS fait, comme au niveau national, un score élevé (38,06%), mais Europe Écologie ne franchit pas la barre des 10% (9,73), et LO accomplit un timide 1,57% sur une campagne purement nationale se désintéressant totalement des dossiers locaux. Du côté de la droite, l'UMP plafonne à 24,16% et le Modem s'écroule à 3,56%. Avec un score nettement en dessous de la moyenne nationale (7,76%), le FN reste

malheureusement important alors que son implantation et ses militants sont quasi inexistantes. Pour rappel, en 2004, le PS, alors allié au PCF, faisait au second tour des régionales le meilleur score de France. Aujourd'hui les choses risquent d'être différentes. En effet, la liste unitaire prévoyait la possibilité d'une fusion démocratique avec le PS, mais ce dernier, après plusieurs heures d'une négociation arrogante, a voulu nous obliger à tout prix à un accord de gestion et refusé l'application de la proportionnelle pour le partage des postes éligibles, prétextant que la prime des 25% d'élus lui revenait. De plus, le PS a refusé la présence du NPA sur la liste de Haute-Vienne. Malgré les interventions répétées par téléphone de François Hollande (élu en Corrèze), cherchant certainement à asseoir son positionnement de présidentiable pour 2012, les choses en sont restées là. L'ensemble de la liste unitaire a marqué son opposition pleine et entière à toute tentative d'exclusion du NPA par le PS, et refusé cette hégémonie intolérante et le non-respect du vote important des électeurs au premier tour pour la liste « Limousin terre de gauche ». Nous sommes restés soudés et solidaires et nous nous maintiendrons donc lors d'une triangulaire le 21 mars prochain.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LA LISTE « À GAUCHE MAINTENANT » a réuni NPA, Front de gauche, Objecteurs de croissance, Fase, Alternatifs, et Mpe'p. Conduite par René Revol (PG) avec deux autres porte-parole, François Liberti (PCF) et David Hermet (NPA), elle a réalisé 8,59%, derrière Europe Écologie (9,12%) mais devant la liste investie officiellement par le PS (7,74%). La politique et les déclarations de Georges Frèche avaient poussé le PCF (sauf quatre élus dont Gayssot) à rompre avec lui. Cependant, le rassemblement de la gauche de la gauche, sur un contenu programmatique clair et sans accord de premier tour avec Europe Écologie ou une partie du PS, n'était pas le scénario unique. À plusieurs reprises, le NPA aurait pu se saisir de certaines déclarations du Front de gauche ou même de la rupture d'un préaccord pour justifier sa présentation autonome. Le NPA de Languedoc-Roussillon a au contraire choisi de poursuivre les discussions, en rendant compte publiquement. Ces longues discussions sur le profil de la liste et son programme ont été utiles car elles ont au final débouché sur un accord solide, vérifié tout au long de la campagne. Une dynamique militante s'est créée et la liste « À gauche maintenant » a été la seule à mener une campagne de terrain, avec notamment près de 300 réunions publiques sur la région. Elle a multiplié les rencontres avec les salariés, les collectifs de défense des hôpitaux publics de proximité, mais aussi les agriculteurs, ostréiculteurs, pêcheurs, activités toutes menacées par la mondialisation capitaliste et la politique d'adaptation à celle-ci menée par la région. Dans certains cas, l'action de notre liste a permis de médiatiser des conflits sociaux en cours comme à côté d'Alès : patron voyou subventionné par la région qui a laissé ses salariés sur le carreau et un désastre écologique. Elle a aussi mené une journée d'action dans toute la région pour la gratuité des TER.

La liste a articulé dénonciation de la politique gouvernementale, critique de la politique menée par la majorité sortante et mesures concrètes pour une région vraiment à gauche. Elle a proposé par exemple d'arrêter les subventions aux entreprises capitalistes pour pouvoir développer les services publics, aider à la reprise des entreprises sous forme de coopératives autogérées, favoriser l'agriculture de proximité et les circuits courts de commercialisation... Au final, nous récoltons un assez bon score mais sommes dans l'impossibilité de participer au second tour où vont s'affronter une liste FN, une liste UMP et une liste conduite par une personnalité disqualifiée pour représenter la gauche. La direction nationale du PS a évidemment une responsabilité. Elle a brouillé les cartes en présentant une liste au dernier moment, alors que Martine Aubry avait déclaré que si elle était en Languedoc-Roussillon, elle voterait Frèche. Du coup, celui-ci, qui a conservé le soutien du PS régional et de la majorité de ses élus, n'a pas eu besoin de faire campagne. Il s'est présenté comme victime des « bobos » et des « Parisiens », ce qui en Languedoc-Roussillon permet de ratisser large, à gauche et à droite. L'électorat de droite a d'ailleurs été également largement séduit par sa politique et ses provocations. La liste PS a aussi contribué à une dispersion des voix de gauche, conduisant les deux listes de gauche qui étaient en campagne depuis longtemps (Europe Écologie et « À gauche maintenant ») à un score de peu inférieur à 10%. L'absence de la gauche le 21 mars constitue évidemment une déception, mais toutes les composantes de la liste s'accordent pour dire que la campagne a été réussie et qu'il est nécessaire de continuer à agir ensemble en Languedoc-Roussillon.

NORD PAS-DE-CALAIS

AVEC UNE ABSTENTION en hausse de 15% par rapport à 2004, particulièrement dans les quartiers et les grandes villes populaires de la région (72% à Roubaix, une des villes les plus jeunes de France, 70% à Tourcoing...), ni la volonté de sanctionner Valérie Létard, secrétaire d'État de Sarkozy, ni la situation sociale catastrophique que subissent les classes populaires de la région n'auront donné envie aux travailleurs et aux jeunes de voter. L'UMP réalise ici son plus mauvais score national et comme dans bien des régions, le PS arrive en tête avec 29% des voix. Le Front de gauche maintient son score de 2004 avec 10,7%. Seul parti à progresser en nombre de voix, Europe Écologie passe la barre des 10%. Ces trois partis ont décidé de fusionner, ce qui garantit la reconduction de la majorité sortante. Si le FN perd 65 000 voix par rapport à 2004, il réalise son deuxième meilleur score national avec 18% des voix, devançant même la droite sur le département du Pas-de-Calais. C'est le résultat du débat nauséabond sur l'identité nationale, la traque des migrants sur le

littoral menée par Éric Besson mais aussi la politique du PS qui porte une lourde responsabilité dans l'ancrage du FN à Hénin-Beaumont (40% pour Marine Le Pen dans la ville) et le bassin minier. Avec 37 000 voix et 3%, le NPA réalise un score certes modeste mais avec des pics à plus de 6, 8 ou 10% dans des bureaux de vote populaires, dans des communes où nous avons une implantation militante et aussi dans des bastions du PCF. L'indifférence pour le jeu électoral, nuancée par la satisfaction de voir la droite désavouée, le dispute à l'inquiétude des scores du FN dans de nombreuses villes et quartiers populaires. Indifférence, satisfaction, inquiétude mais aussi combativité. Lundi 15 mars, 2 000 éducateurs spécialisés manifestaient dans les rues de Lille. À Somain, une centaine de cheminots séquestraient leur direction contre la fermeture de la gare de triage. Au même moment, à Denain, Valenciennes et Lille, les lycées étaient bloqués ou en grève. La mobilisation tient bon sur la raffinerie Total de Dunkerque et les grèves pour les salaires se multiplient... Un troisième tour social se dessine et, pour les camarades du NPA, la campagne se poursuit. Sur le terrain des luttes!

ÎLE-DE-FRANCE



(PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB)

LA DERNIÈRE SEMAINE de campagne en Île-de-France a été marquée par les mobilisations dans plusieurs secteurs, que ce soit à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) contre le projet de démantèlement de celle-ci, dans le secteur de la petite enfance ou dans l'Éducation nationale. Le NPA présent à toutes les manifestations et initiatives, notamment avec la tête de liste régionale Olivier Besancenot, a pu mesurer la combativité de ces secteurs. Le meeting de fin de campagne, le 10 mars, à la Mutualité a réuni 1 000 personnes, les huit

têtes de liste départementales et Olivier Besancenot sont intervenus en liant mobilisations en cours, enjeux régionaux et nationaux. La parole a été donnée aux sans-papier en lutte après le passage du film de soutien aux salariés sans papiers cosigné par de nombreux réalisateurs.

Samedi 13 mars, nous étions évidemment présents à la manifestation pour le droit au logement, à l'initiative du Resel (réseau contre les expulsions locatives, ou le 8 mars pour les droits des femmes).

Les résultats du NPA en Île-de-France (3,13%), s'ils sont inférieurs aux élections européennes en pourcentage, augmentent au niveau des voix, puisque le taux d'abstention est moins élevé qu'aux européennes. Dans les quartiers populaires, on peut constater en même temps une forte abstention qui se combine avec un score pour le NPA important. C'est le cas dans une ville comme Garges-lès-Gonesses dans le Val d'Oise, où le NPA réalise un score de 9,07%. Les départements de Seine-Saint-Denis, le département le plus populaire, avec 5,01% des voix pour le NPA, montre que nous rencontrons un écho parmi les couches les plus préca-risées de la population.

À noter qu'en Île-de-France, le Front de gauche avec 6,55%, fait un score inférieur à la liste menée en 2004 par Marie-George Buffet qui avait obtenu 7,2% des voix.

Après une campagne dynamique, combinant présence dans les mobilisations et initiatives autour de notre programme régional comme sur la gratuité des transports, l'objectif est de continuer à construire le NPA.

BASSE-NORMANDIE

EN BASSE-NORMANDIE, la liste unitaire NPA-PG a obtenu 4,99% des suffrages exprimés. 40 voix seulement manquent pour atteindre les 5%. Ce résultat est la conséquence d'une campagne de terrain dynamique et d'une réelle implantation aujourd'hui du NPA sur certaines villes de la région (Alençon, Caen, Cherbourg, Lisieux...). Nous avons bénéficié d'une couverture médiatique sans précédent, où nous avons pu développer nos propositions d'urgence sociale et écologiste. Nos candidat-e-s, notamment Christine Coulon, la tête de liste régionale, ont été invités dans plusieurs débats organisés par les télévisions, radios et journaux. L'équipe de campagne a répondu à des dizaines de questions locales, du port de Granville au désensablement du Mont-Saint-Michel. Dans tous les débats, revenaient les questions essentielles de nos préoccupations : sur les transports gratuits, que nous sommes les seuls à réclamer, le TGV Paris-Cherbourg, notre refus du nucléaire, de l'EPR et de la ligne THT (400 000 volts), contre les subventions aux entreprises privées qui ont licencié ou n'ont créé aucun emploi, sur l'apprentissage... Sur toutes ces questions, la liste NPA et PG a su afficher sa différence, comme sur la réunification de la Normandie, qui n'est pas la préoccupation majeure de la population mais qui a suscité des envolées lyriques de toutes les autres listes,

pour vanter cette « unité » au nom de la concurrence avec les autres régions et pour ne pas être oublié quand le Grand Paris se réaliserait. Des réunions publiques ont été organisées dans une vingtaine de villes, nous avons été présents sur les marchés, les quartiers et les entreprises, et plusieurs actions « transports gratuits » devant les gares ont rencontré un accueil très chaleureux.

Dans le Calvados, notre score se situe à 5,30% avec des pourcentages intéressants dans plusieurs communes (Caen 5,49%, Lisieux 6,12%, Hérouville 6,09%, Vire 5,27%). Dans l'Orne et la Manche, nous avons obtenu 6,12% à Cherbourg et 7,40% à Alençon, où Christine est conseillère municipale.

Celles et ceux qui se sont retrouvés dans les villes pour partager cette soirée électorale se sont déclarés enchantés de cette campagne et du résultat obtenu sur un programme de mesures anticapitalistes et un positionnement sans ambiguïté d'indépendance avec le PS. Il nous faudra tirer un bilan plus précis entre militants NPA et PG, qui ont fait cette campagne unitaire contre l'avis du bureau national du PG et d'une partie des militant-e-s de la Manche. Il nous faudra également maintenir des liens pour impulser des luttes contre le projet LGV par exemple, dans la continuité des régionales.



(PHOTO THÈQUE ROUGE/FRANCK HOULGATTE)



MAROC SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS EN LUTTE!

Les mouvements sociaux s'amplifient sur l'ensemble du pays. Les travailleurs et citoyens marocains en lutte ont besoin d'un soutien international indéfectible.



Depuis juillet dernier, 850 travailleurs de l'Office chérifien des phosphates (OCP) sont en lutte continue contre leur licenciement abusif par leur employeur, géant groupe étatique qui domine le marché mondial du phosphate.

L'OCP, à travers sa filiale Smesi, n'a pas hésité à licencier les 850 travailleurs parce qu'ils ont décidé de créer un bureau syndical pour défendre leurs droits. Derrière cette décision, la direction de l'OCP veut surtout augmenter sa rentabilité et remettre en cause tous les acquis sociaux des phosphatiers gagnés dans le passé et imposer une précarité à outrance, notamment en multipliant les CDD par l'intermédiaire des sociétés d'intérim. Un comité de solidarité national (CSOS) a vu le jour, regroupant des représentants des travailleurs en lutte et des militants de différentes villes du Maroc et de différentes forces de la gauche radicale. Plusieurs initiatives ont été prises : manifestations et rassemblements notamment à Khouribga, ville minière et centre de production du phosphate, à Casablanca devant le siège de l'OCP, et à Rabat devant le ministère de tutelle et le siège du Parlement. Une caravane de solidarité a également été organisée par l'Association

marocaine des droits humains (AMDH) et a connu un net succès.

Le pouvoir marocain, face à ces revendications légitimes, n'a apporté qu'une seule réponse : la répression (des dizaines de blessés et plusieurs poursuites judiciaires). Le pouvoir au Maroc prouve encore une fois qu'il n'a pas changé de nature, dix ans après la mort de Hassan II : une dictature répressive qui défend les intérêts du grand capital, emprisonne les militants (le groupe des étudiants de Marrakech - groupe de Zahra - et d'autres détenus politiques croupissent encore dans les geôles du pouvoir marocain), bafoue la liberté d'expression et interdit les journaux indépendants (fermeture de *Journal Hebdo*, titre phare de la presse indépendante), etc.

Dans le contexte actuel marqué par une situation économique qui se dégrade et des inégalités sociales qui ne cessent de se creuser, et face au non-respect continu des droits fondamentaux des classes laborieuses, les luttes sociales au Maroc s'amplifient. Les travailleurs de l'OCP continuent de se battre, convaincus que seule la lutte paie. Le combat des diplômés chômeurs, organisés dans plusieurs associations, dure depuis des années, malgré la répression féroce et les procès iniques. Les habitants des quartiers popu-

laires à Casablanca, les sans-logis à cause des intempéries, s'organisent pour exiger que l'État prenne ses responsabilités. Le mouvement étudiant, malgré la répression et les arrestations, se bat contre la réforme de l'enseignement qui a transformé les universités en des usines à chômeurs ou à main-d'œuvre pas chère et corvéable à souhait.

Le mouvement de grève dans l'Éducation nationale, à Zagora et ailleurs, revendique sans relâche la gratuité de l'enseignement.

Les militants politiques et syndicalistes, des droits humains (notamment l'AMDH), les altermondialistes (Attac-Maroc) luttent au quotidien contre les politiques libérales préconisées par les institutions financières internationales et mises en œuvre par le gouvernement marocain ; contre la politique répressive du pouvoir ; pour défendre les intérêts des classes populaires.

Face à cette situation, la solidarité internationale doit continuer et s'amplifier car il s'agit d'un moyen de pression important sur le pouvoir marocain, mais également un élément important d'encouragement des travailleurs en lutte.

Mahmoud Tawri

GRÈCE LE PEUPLE TIENT BON

LA JOURNÉE de grève générale du 11 mars a été lancée sous la pression des travailleurs sur les directions syndicales de GSEE (Confédération unique du secteur privé) et d'Adedy (la fédération du secteur public), qui avaient prévu des manifestations séparées et plus lointaines. En effet, la colère populaire face aux mesures du « deuxième paquet » de mesures de rigueur, décidé début mars sur injonction de l'Union européenne, a accéléré le calendrier, avec des arrêts de travail nationaux et d'importantes manifestations.

La grève a été largement suivie : pas de transports, les écoles et les postes fermées, et un mécontentement évident contre le gouvernement Pasok de Giorgos Papandreou, pourtant élu en automne pour chasser la droite et obtenir un changement de politique!

La manifestation à Athènes a rassemblé des dizaines de milliers de manifestants et le ton était clair : ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise! Malheureusement, les traditions de division perdurent : Pame, courant syndical du KKE (PC grec), a organisé son

rassemblement à part, avec ses propres orateurs. Dans le cortège qui a suivi, les slogans alternaient, certains clairement anticapitalistes et d'autres en faveur des policiers en grève, ce qui n'a pas eu l'air de convaincre plusieurs manifestants du syndicat...

La deuxième partie du cortège a rassemblé de très nombreuses branches de GSEE et Adedy, et les secteurs de travailleurs radicaux y ont fait entendre leurs voix. Les blocs politiques antilibéraux et anticapitalistes Syriza et Antarsya ont fermé la marche. La police a tenté de casser les cortèges, et il semble bien que ce soit là la seule carte que sait jouer la direction du gouvernement. En effet, déjà dans la manif athénienne du vendredi 5 mars, les policiers ont osé gazer le vétéran de la résistance antinazie Manolis Glézos, cadre de Syriza, envoyant ainsi à l'hôpital un infatigable militant de 88 ans, et le symbole vivant que représente cet homme qui, avec son camarade Santas, a décroché le drapeau nazi de l'Acropole une nuit de mai 1941, premier geste d'une résistance massive et tournée vers le renversement du vieux monde capitaliste!

En cette fin de semaine, la situation est donc à la mobilisation, face aux attaques inqualifiables du gouvernement de Papandreou (par ailleurs président de l'Internationale socialiste...). De plus, les estimations sur le résultat de ces mesures pour l'emploi sont dramatiques : le ministre du Travail lui-même prévoit 20% de chômage dans les prochains mois, avec une chute croissante de la production. Dans les jours qui viennent, des grèves sectorielles sont prévues, notamment chez les travailleurs de DEI (secteur public de l'électricité). De nouvelles mobilisations nationales durables sont évidemment à l'ordre du jour. Malgré les difficultés matérielles et le tapage médiatique sur l'union nationale, les travailleurs sont prêts à se mobiliser : le 14 mars, un sondage paru dans le journal *Eleftherotypia* montre que 62% des habitants sont prêts à participer à des mobilisations contre les mesures antisociales!

Andreas Sartzekis

Erratum : Dans *Tout est à nous!* n°45, nous avons écrit que 2,5 millions de Grecs avaient manifesté le 24 février. Il s'agissait de 2,5 millions de Grecs en grève.

ISRAËL POLITIQUE COLONIALE

En Cisjordanie, le décalage entre les gesticulations diplomatiques et la réalité du terrain est flagrant.

« L'AFFAIRE » a fait grand bruit. Alors que le vice-président des États-Unis Joe Biden était en visite en Israël, le ministère israélien de l'Intérieur a annoncé la construction de plus de 1600 nouveaux logements pour les colons de Jérusalem-Est. Les États-Unis et l'Union européenne ont rapidement dénoncé l'initiative, affirmant qu'elle mettait en péril le « processus de paix » et qu'elle sapait les bases de la « confiance ».

L'hypocrisie est totale : malgré le « gel temporaire » de la colonisation en Cisjordanie, annoncé en novembre 2009 par Netanyahu, au moins 3600 logements sont en chantier aujourd'hui, et pas moins de 500000 colons vivent en Cisjordanie et à Jérusalem. Israël a récemment déclaré son intention d'inscrire à son patrimoine culturel deux lieux saints situés à Hébron et à Bethléem. Le blocus criminel sur Gaza se poursuit ; chaque semaine, des dizaines de Palestiniens sont arrêtés et jetés en prison... Mais Obama, Sarkozy et autres réussissent à nous parler de « paix » et de « confiance ».

Depuis plusieurs semaines, les manifestations se succèdent en Cisjordanie et à Jérusalem contre les expropriations, les arrestations, la construction du mur... La population palestinienne a bien compris que le gouvernement israélien n'avait pas l'intention de remettre en question sa politique coloniale, malgré le retour de la rhétorique des « négociations ». La répression contre ces manifestations est de plus en plus forte : les autorités israéliennes viennent ainsi de décréter que les villages de Bil'in et Nil'in, symboles de la résistance populaire à l'expansionnisme israélien, seraient des « zones militaires fermées » chaque vendredi (jour de manifestation), et ce pour une durée de six mois.

De tout ceci, les gouvernements occidentaux ne parlent pas. Il aura fallu qu'Israël provoque les États-Unis pour qu'on ose critiquer Netanyahu. Mais cet événement indique que ce qui inquiète Obama n'est pas tant le sort des Palestiniens que l'échec annoncé des « négociations ». Certains commencent en effet à comprendre que même l'équipe du président Mahmoud Abbas, dont le niveau d'exigence est ridiculement bas, et qui continue à coopérer avec Israël dans les domaines sécuritaires et économiques, ne signera pas un « accord » au rabais alors que la population semble se remobiliser. Comme on le dit dans les territoires palestiniens au sujet des « propositions de paix » israéliennes, « c'est comme si un violeur demandait à sa victime sa position préférée... ». La satisfaction des droits nationaux des Palestiniens passe par une remise en cause de l'ensemble de la politique israélienne, et non par des mini-scandales diplomatiques autour de provocations ponctuelles. Pour y parvenir, il s'agit de mettre un terme à l'impunité d'Israël en développant le mouvement international Boycott-désinvestissement-sanctions (BDS) et de soutenir tous ceux qui, chez les Palestiniens, continuent chaque jour de se battre malgré la répression.

Julien Salingue



www.map-site.fr

Le Ministère des affaires populaires arrive dans ta ville en concert! En effet, le groupe des cinq saltimbanques révolutionnaires débute sa tournée 2010 à coups d'accordéon, de violon et de machines électro hip-hop pour le plus grand bonheur de tous! Brassant leurs racines et mixant les cultures, MAP met le doigt où ça fait mal, mettant en musique nos réalités, des discriminations raciales aux injustices sociales, avec impertinence et toujours le poing levé. Témoin d'une époque en ébullition et en transformation, les ch'tis basanés de Roubaix ont clairement durci le ton et adouci leurs mélodies histoire de serrer les poings plus forts, tout en faisant rire, danser et grincer des dents. Déclinant le mot «solidarité» à toutes les sauces, aller à un concert du MAP c'est osciller entre colère et espoir, la révolte au fond du cœur. Toutes les dates de concert du groupe sont disponibles sur leur site et sur www.npa2009.org

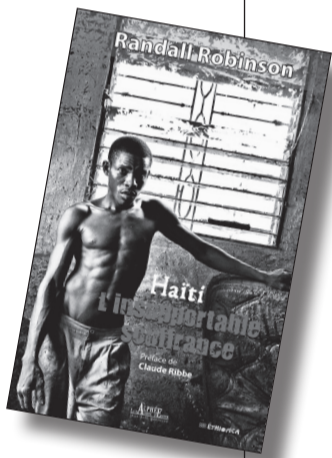
ERRATUM

Dans *Tout est à nous!* n°42, nous avons attribué à tort la critique du film *Les travailleu(r)ses du sexe* à Gabriel Girard. Il s'agissait en fait de Gabriel Gérard. Nous adressons nos excuses pour la confusion.

HAÏTI, L'INSUPPORTABLE SOUFFRANCE

RANDALL ROBINSON

ÉDITIONS ALPHÉE
320 PAGES
21,90 EUROS



SORTI des presses en février 2010 (avec une préface de Claude Ribbe datée de même), l'ouvrage, selon sa couverture, «donne toutes les clés permettant de décrypter l'après-tremblement de terre» qui a frappé Haïti le 12 janvier. Le communiqué de presse en fait le «premier ouvrage complet sur cette île», un «ouvrage de référence» qui «en relate l'histoire tragique des origines à nos jours et analyse la cause de tous les maux de ce pays», en même temps qu'un «livre choc» sur «les souffrances du peuple haïtien». C'est en réalité la traduction (non signée) d'un livre publié en 2007 sous le titre *An Unbroken Agony, Haiti, From revolution to the kidnapping of a president* (d'où l'un des titres courants, *De la révolution à l'enlèvement d'un président*). Jean-Bertrand Aristide fut à la tête de l'État haïtien durant deux mandats incomplets, (février-septembre 1991 et 1994-1995, puis 2001-2004), «président démocratiquement élu» selon Randall Robinson qui en est proche (et Claude Ribbe apparemment aussi). Ce «descendant en droite ligne de Louverture» qui «menait la vie du Christ», en «démocrate moraliste», devint le martyr des Américains et des Français décidés à punir «éternellement» ce pays d'esclaves révoltés. Il y a bien sûr quelques vérités dans cette «vie de saint», mais beaucoup plus d'omissions et de déformations. Le romancier Jean Metellus a décrit la fièvre s'emparant des exilés à chaque événement grave survenant en Haïti, et l'édition précipitée de cette hagiographie à l'usage des lecteurs francophones laisse à penser que l'ancien président garde des partisans qui jugent l'occasion du séisme bonne pour son retour. Mais, selon ce qui se dit là-bas comme ici, «les Haïtiens ont autant besoin d'Aristide que d'une rage de dents».

Gilles Bounoure

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com



MUSIQUES
L'ÊTRE HUMAIN & LE RÉVERBÈRE/Rocé/BIG CHEESE

Fils du militant révolutionnaire Adolfo Kaminsky (lire *Une vie de faussaire* de Sarah Kaminsky, Calmann-Lévy), Rocé s'avère une des personnalités les plus atypiques du hip-hop français. Après avoir réalisé ses premiers pas dans un registre très classique, du moins formellement (avec par exemple des productions de DJ Mehdi), il n'a eu de cesse depuis lors de s'émanciper, au sens le moins fade du terme, de l'étiquette fragile de rappeur, dont il se méfie autant qu'il fustige les caricatures, parfois consentantes, qui minent aujourd'hui ce style artistique. Ce nouvel album prolonge son travail de l'écrit en rythme, avec le souci de dépasser les lieux communs et les manipulations de la culture populaire au service du système. On notera surtout le morceau *Si peu comprennent* en guise de manifeste.

King Martov



EXPOS
CHOPIN, LA NOTE BLEUE/Musée de la Vie romantique

C'est parce que «l'ordre régnait» à Varsovie que Chopin vint se fixer à Paris, où plusieurs institutions célèbrent le bicentenaire de sa naissance. Avec l'exposition présentée par le musée de la Vie romantique (16 rue Chaptal, Paris 9^e, jusqu'au 11 juillet) dans des lieux que fréquenta le musicien en compagnie de George Sand et qui ont peu changé depuis lors, on sentira d'assez près le climat mondain, politique et artistique où furent écrites la plupart des *Mazurkas* et une bonne moitié des *Polonaises*, hommages à la Pologne passée sous le joug russe et à ses riches émigrés qui le faisaient vivre de leçons de piano. Aristocrates plus ou moins libéraux qu'étudie bien le catalogue, et dont les contradictions se retrouvent peut-être dans les élans fréquemment contrariés des compositions de Chopin.

Gilles Bounoure



CINÉMA
LA RAFLE/Rose Bosch

Le film retrace le déroulement de la grande rafle des juifs parisiens en 1942, sans cacher le rôle essentiel, dans cet épisode abominable, de la police française. Il brise ainsi un tabou longtemps maintenu, qui ne fut que récemment levé par les historiens, et qui ne l'était pas encore au cinéma. Rose Bosch – avec l'aide de Serge Klarsfeld – consciente de la nouveauté de son entreprise, a choisi le premier degré, réduisant au minimum les commentaires sur l'environnement international. La facture est excellente, mais amène à une réserve, qui ne vise en rien une carence du film : il est scandaleux que celui-ci soit le premier près de 70 ans après, et il est dommage qu'il soit si factuel. Reste sans doute à en faire un autre qui évoquerait, par exemple, la figure de Ben Gourion et sa distance par rapport à ces événements...

Paul Louis Thirard



LA COMMUNAUTÉ/Tanquerelle et Yann Benoît/FUTUROPOLIS/24 EUROS

Dans cet ouvrage, le dessinateur Tanquerelle interroge son beau-père Yann Benoît. Jeune étudiant idéaliste en Mai 68, il participe à la création d'une communauté dans une ancienne minoterie, à la campagne : mise en place d'une imprimerie, travaux agricoles, tentatives d'insertion dans la vie rurale. Dans le premier tome, les deux auteurs en racontent la genèse et les débuts. Dans le deuxième, ils décrivent le développement du projet, avec notamment la vente de jouets en bois, mais aussi l'apparition de premières tensions. Comment faire quand, malgré l'idéal de partage des tâches, certains se spécialisent? Comment s'adapter au rythme des enfants? Que faire quand certains réclament la mise en place de véritables salaires? Derrière ces problèmes, l'intérêt d'une telle expérience apparaît avec acuité, mais sa viabilité est mise en question.

Sylvain Pattieu

HOMMAGE C'EST UN JOLI NOM, CAMARADE

Jean Ferrat est mort le 13 mars, à l'âge de 79 ans. Durant des décennies, il a, par ses chansons et ses engagements militants, accompagné de nombreux combats populaires et anticolonialistes.



Pour qui a été jeune au milieu des années 1960, même pas besoin d'avoir eu des parents communistes pour être imprégné des chansons de Jean Ferrat : il suffisait amplement qu'ils soient de gauche! Certes,

Jean Ferrat était catalogué «compagnon de route du PCF» : une fidélité remontant à l'enfance quand des militants communistes permirent à Jean Tenenbaum (son vrai patronyme) d'échapper aux per-

sécutions antisémites dont fut victime son père, mort à Auschwitz. Mais, pendant plus de 40 ans, il a mis en musique et incarné les révoltes et les espoirs du peuple de gauche dans toute sa diversité, à travers ses chansons de lutte. Et, bien sûr, ses chansons d'amour...

Rarement un artiste a autant été le synonyme d'une culture à la fois militante, de grande qualité et vraiment populaire. Véritable passeur entre l'univers de la culture et le monde du travail, il a contribué à faire partager son goût de la poésie – notamment celle de Louis Aragon – à de nombreux hommes et à de nombreuses femmes des milieux populaires qui n'y auraient sans doute pas eu accès sans l'intermédiaire de la musique et de sa voix. Cette voix chaude et puissante aurait pu lui assurer une carrière balisée s'il n'avait eu le mauvais goût, dès ses débuts, de parler des problèmes sociaux et des guerres coloniales...

De manifestations en fêtes de l'Huma, ses œuvres ont rythmé les activités de générations entières de militants, car elles étaient à l'unisson des combats du mouvement ouvrier et populaire, à commencer par la bataille contre l'oubli du génocide hitlérien avec *Nuit et brouillard* (1963), le sort des enfants africains avec *Quatre cents enfants noirs* (1963), l'exode rural avec *La montagne* (1964), l'anticléricalisme avec *Le sabre et le goupillon* (1965)

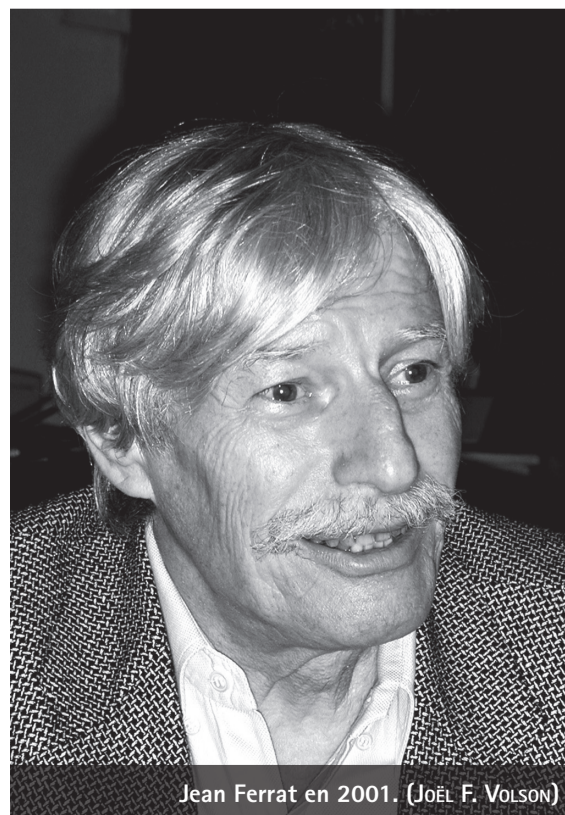
et l'insoumission des marins du *Potemkine* (1965). On a aujourd'hui peine à le croire : en ces années de domination gaulliste et de soumission des médias au pouvoir politique, la chanson *Potemkine* fut interdite d'antenne et son interprète interdit de télévision! Naturellement, la bêtise des censeurs fut sans effet.

Jean Ferrat devait par la suite chanter bien d'autres combats, de la lutte contre la guerre du Vietnam à la solidarité avec le peuple chilien victime de Pinochet, des grèves ouvrières aux combats féministes, de la révolution cubaine à *Ma France, celle des travailleurs*. Après 1968, le PCF utilisa volontiers certaines de ses chansons – dont *Pauvres petits cons*, créée en 1967, dans la lutte «anti-gauchiste». Des années plus tard, Jean Ferrat s'en défendait, y voyant un contresens. Ces dernières années, il était aussi intervenu dans la vie politique : s'il était très attentif aux combats menés par «le petit facteur», son aspiration à l'unité l'avait conduit à soutenir la candidature de José Bové en 2007 et, plus récemment, les listes du Front de gauche.

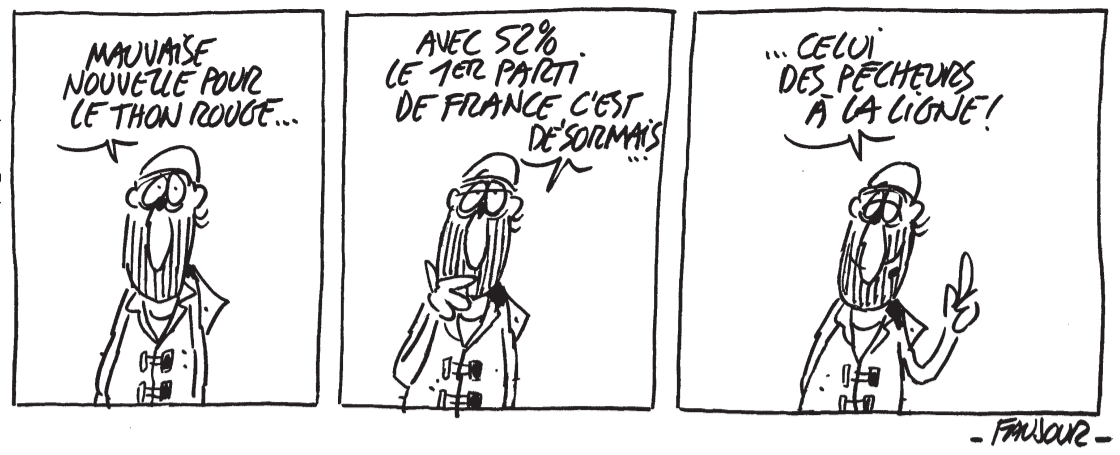
Son espérance communiste avait été mise à mal par le stalinisme comme en témoignent *Camarade* (sur le Printemps de Prague) et *Le bilan*, cinglante réplique aux propos de Georges Marchais. Mais, en 1991, après la débâcle de l'URSS et des pays de l'Est, c'est encore d'espérance communiste dont parle *Dans la jungle et dans le zoo...*

François Coustal

Retrouvez l'interview de Jean Ferrat réalisée pour *Rouge* en 2001 sur www.npa2009.org



Jean Ferrat en 2001. (JOËL F. VOLSON)



PETITE ENFANCE LES PROS EN COLÈRE

Entre 8000 et 10000 manifestants à Paris, plus de 50% de grévistes dans toute la France, les professionnels de la petite enfance peuvent être satisfaits de leur mobilisation. Aux cris de «*Morano, nous ne sommes pas des robots, sors de ton ministère, les pros sont en colère*», «*Les bébés ne sont pas des sardines, pas de bébés à la consigne*», le défilé parisien, féminin à l'image de 95% de la profession, jeune et dynamique protestait contre un décret de Nadine Morano qui vise à diminuer l'encadrement et les qualifications. En outre, alors que les parents demandent majoritairement des modes d'accueil collectif, la réponse du gouvernement est la création de maisons des assistantes maternelles où pourraient être accueillis jusqu'à seize enfants sans

aucune réglementation et sans formation supplémentaire, au détriment du confort mais aussi de la sécurité des tout-petits. Malgré cette déferlante, le ministère s'est borné à annoncer que le décret incriminé serait examiné en Conseil d'État, démontrant une fois de plus son mépris à l'égard des professionnels et des enfants, considérés comme des paquets que l'on déposerait le matin pour les récupérer le soir. Face à cette attitude, le collectif «*Pas de bébés à la consigne*» ne désarme pas et appelle à participer à la journée de mobilisation du 23 mars. Et dans le cas, probable, où le message ne serait pas assez clair, il appellera à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 8 avril prochain. À suivre...



Paris, le 11 mars 2010. Entre 8000 et 10000 manifestants ont défendu les conditions d'accueil des jeunes enfants. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/DA)

LE CHIFFRE

47,1

C'est en milliards, le cumul des bénéfices des entreprises du CAC 40 pour l'année 2009. Un bon résultat selon les commentateurs, bien qu'en recul de 20% par rapport à 2008. C'est donc la crise? Pas pour tout le monde: le secteur financier (banques et assurances), principal fauteur de crise, améliore ses résultats! Il peut remercier le gouvernement pour ses aides multiples. Autres bénéficiaires, les actionnaires: que le niveau de profit augmente ou baisse, celui des dividendes est maintenu. La palme revient à France Télécom: le montant des dividendes versés dépasse celui des profits!

LE PSG DANS LA TOURMENTE.

La situation est de plus en plus tendue au Parc des Princes. Lors du dernier PSG-OM, près de 200 hooligans d'extrême droite du Kop of Boulogne ont attaqué les supporters de la Tribune Auteuil, jugée trop «*métissée*». Lors des affrontements qui ont suivi, un membre de Boulogne a été tabassé et est toujours dans le coma. Trois associations de supporters d'Auteuil ont lancé un appel au boycott dénonçant le climat qui règne depuis trop longtemps au Parc, et la passivité du Club et des forces de l'ordre. «*La problématique du racisme qui gangrène le Paris Saint-Germain s'exacerbe chaque année. Aujourd'hui, en tant qu'êtres humains et citoyens, nous considérons que nous ne pouvons plus supporter notre équipe en acceptant que les exactions et la présence d'une frange ouvertement raciste soit tolérée dans l'identité du Club. [...] Racisme et fascisme: hors du PSG! Hors de nos vies!*» Il semble que la direction du PSG ait choisi le camp du Kop.

DÉLIT D'OPINION AU RECTORAT.

Stéphane Bois, tête de liste du NPA pour les élections régionales dans le Loiret et chargé de mission à mi-temps au rectorat, s'est vu signaler que sa présence au sein du cabinet du recteur n'était plus tolérée et que sa mission se terminerait de manière anticipée en juin, à cause de son engagement et de ses opinions politiques opposées à celles du ministère. Cette répression manifeste de la liberté d'expression est confirmée par le communiqué du rectorat lui-même: «*Compte tenu de son engagement politique et dans la période électorale actuelle, une distance devait être observée afin de garantir toute la neutralité nécessaire au bon fonctionnement du service*», écrivaient-ils, jeudi 12 mars. Pire encore, lorsque notre camarade a indiqué à la directrice de cabinet du recteur que leur démarche était

illégale, celle-ci lui a répondu que la loi devait s'interpréter selon le contexte!

Au-delà de cette scandaleuse tentative de museler l'expression politique, ce qui est choquant est l'arrogance et la morgue avec laquelle la hiérarchie de l'Éducation nationale tente de faire taire ses collaborateurs les moins obéissants, n'hésitant pas à s'en prendre à une tête de liste en pleine période électorale!

Une procédure de saisine de la Halde a été mise en place pour dénoncer ces pratiques honteuses de discrimination politique, car au travers de Stéphane, c'est toute la contestation et l'opposition du NPA au gouvernement qui sont visés. Sur Orléans, les associations, partis et syndicats de gauche ne s'y sont pas trompés, qui ont rapidement organisé le soutien et la riposte à cette tentative de répression. Un comité de soutien a été créé, et une pétition mise en ligne sur le site du comité d'Orléans: <http://npaorleans.org/soutien>

«ESPLANADE DAVID- BEN-GOURION»: UNE PROVOCATION!

La mairie de Paris s'apprête à inaugurer une «*Esplanade David-Ben-Gourion*», en présence du président israélien Shimon Pérès. Ce projet est une véritable provocation. Cette décision résulte d'un vote unanime des groupes de la majorité municipale (PS, PCF, Verts). Ben Gourion, premier Premier ministre de l'État d'Israël, supervisa, entre 1947 et 1949, l'expulsion de 800000 Palestiniens qu'il commenta ainsi: «*Nous devons tout faire pour nous assurer que les Palestiniens ne reviendront jamais; les vieux mourront et les jeunes oublieront.*» À l'heure où Israël poursuit sa politique coloniale, raciste et meurtrière à l'égard des Palestiniens, ce geste ne peut être compris que comme un soutien explicite à un État criminel. L'État d'Israël et ses dirigeants ne doivent pas être aujourd'hui honorés mais isolés, comme le préconise la campagne Boycott-désinvestissement-sanctions (BDS), dans laquelle le NPA est pleinement investi.

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

UN LOGEMENT POUR TOUS!

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté samedi 13 mars à Paris, pour protester contre la reprise des expulsions et le logement cher, et pour réclamer la création de logements sociaux. En France, 10 millions de personnes sont touchées par la crise du logement. La crise économique a accentué davantage la précarité qui touchent des millions de mal-logés. Le ministère des Finances lui-même estime à 40000 le nombre de logements vides rien que sur Paris. Pourtant, le gouvernement n'a pas souhaité prolonger la trêve hivernale cette année et refuse toujours d'appliquer la loi de 1945 sur la réquisition des logements vides, préférant laisser des propriétaires expulser des locataires bénéficiaires du droit au logement opposable (Dalo)! Les mal-logés doivent, encore une fois, compter sur les militants associatifs pour obtenir du soutien et ne pas finir à la rue.

“ NO COMMENT

Un ministre qui doit porter la réforme des retraites n'a pas besoin d'être populaire.

XAVIER DARCOS, LE FIGARO DU
16 MARS.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire: 0414 P 11508
Tirage: 8000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr